sera bientôt saisie du rapport spécial sur les essais nucléaires de la Conférence du Comité sur le désarmement; je voudrais donc répéter ici quelquesuns des arguments que j'ai exposés à Genève. Il faudra auparavant résoudre les difficultés politiques et techniques pour en arriver à une interdiction totale. Le Canada n'est pas seul, loin de là, à penser que l'existence même de ces difficultés appelle une interdiction complète des essais nucléaires souterrains. Nous croyons que tous les membres des Nations Unies souscriraient à des mesures qui pourraient être prises immédiatement, avant même la conclusion d'accords internationaux. Les pays qui procèdent à des essais nucléaires pourraient limiter l'envergure et le nombre de leurs essais en cours, en commençant tout au moins par les plus importants, et en faire publiquement l'annonce. Cela ne présenterait pas de difficultés et ne risquerait pas de susciter de complications.

\* \* \* \*

La sécurité de tous est l'affaire de tous. Le Canada a, pour sa part, une raison particulière de s'en inquiéter. En effet, l'importante explosion nucléaire souterraine à laquelle l'Union soviétique s'est livrée il y a quelques jours et la possibilité que les États-Unis procèdent à leur tour à un essai beaucoup plus considérable dans le voisinage de notre propre territoire nous rappellent que la cadence et l'importance des essais nucléaires ne cessent d'augmenter. Il ne faut pas... que les puissances nucléaires se prévalent de cette concurrence dans le domaine des essais nucléaires pour justifier l'allure actuelle de la course aux armements. Ce danger réel doit nous faire comprendre à tous l'urgente nécessité d'une interdiction totale des essais nucléaires.

## LE COMMERCE MONDIAL

Pour en venir à mon quatrième exemple de l'universalité des problèmes de notre époque, je pense... qu'aucune partie du monde, aucun pays, n'est insensible aux difficultés qui bouleversent les arrangements monétaires et commerciaux à la suite du déficit chronique de la balance des paiements des États-Unis. Les pays en voie de développement savent bien que les problèmes des pays nantis sont lourds de conséquences pour eux. Ils sont touchés directement de deux façons, par les répercussions négatives sur l'aide au développement et par les barrières accrues au commerce, qui à la longue, offrent à leur population les meilleurs moyens d'améliorer leur situation économique. Les économies socialistes augmentent progressivement leurs échanges avec les économies de marché, pour le plus grand bien de tous. Au fur et à mesure que les échanges dans les domaines de la science et de la technologie se multiplient, les économies de tous les pays du monde deviennent de plus en plus interdépendantes. C'est une tendance dont il faut se réjouir non seulement en raison des avantages immédiats, mais aussi comme un moyen efficace de réduire les tensions.

La vérité... c'est que tous et chacun d'entre nous, riches et pauvres, pays nantis et pays en voie de développement dotés d'une économie socialiste ou d'une économie de marché, nous avons intérêt à réduire les barrières commerciales au minimum et à faciliter le commerce par un système pratique d'échanges monétaires. Nous en souffrons tous lorsque le commerce est ralenti par l'apparition de nouveaux obstacles à son mouvement normal ou par une instabilité des arrangements monétaires mondiaux.

Le commerce... n'est pas seulement une question de profits, ni de lutte pour l'obtention d'avantages économiques. C'est notre seul moyen de créer une économie mondiale capable d'assurer à tous les habitants de la terre un niveau de vie leur permettant de jouir de la justice sociale et de s'épanouir dans la paix et la dignité.

C'est à cette fin que la famille des Nations Unies a consacré une si grande partie de ses efforts dans le passé et c'est cet objectif primordial qui devra continuer de susciter le meilleur de nous-mêmes à l'avenir.